

Responsabilité Sociétale des Entreprises

JOURNÉE de l'ÉCONOMIE AQUITAINE
11 SEPT 2008 BORDEAUX

Où en est-on ?

Commissariat Général
au Développement Durable
(CGDD)



Réunion du 11 septembre 2008

Ministère de l'Écologie, de l'Énergie,
du Développement durable et de l'Aménagement du territoire

www.developpement-durable.gouv.fr

Recherche, innovation et progrès
Prévention des risques
Énergie et climat
Développement durable
Industrie, commerce, consommation, transports, etc.

Présent
pour
l'avenir

Des constats largement partagés

L' accroissement de la production de biens matériels conduit à une pression sur les ressources naturelles qui met en péril

- ✓ les équilibres planétaires, économiques et sociaux
- ✓ la stabilité des Etats
- ✓ et au plan plus global, le développement de l'humanité

climat et énergie, démographie, développement équilibré des territoires, réduction de la pauvreté, accès à l'eau, santé, éducation, conservation et gestion des ressources naturelles, biodiversité, ...

Le développement durable : un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs (CNUED – 1987)

→ Trois piliers :
environnement, développement économique, équité sociale



Réunion du 11 septembre 2008

JOURNÉE de l'ÉCONOMIE AQUITAINE - BORDEAUX

2

La RSE : de quoi s'agit-il ?

- ✓ Une démarche volontaire des entreprises
- ✓ pour intégrer des préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales
- ✓ et à leurs relations avec les parties prenantes

(EU – 2001)

La RSE implique une modification du fonctionnement interne de l'entreprise et suscite le développement de référentiels et normes (crédibilité des démarches vers l'externe)



Réunion du 11 septembre 2008

JOURNÉE de l'ÉCONOMIE AQUITAINE - BORDEAUX

3

La RSE : d'où cela vient-il ?

- 60's début des placement éthiques aux USA
- 1976 première version des principes directeurs de l'OCDE
- 1992 déclaration de Rio sur l'environnement (182 Etats s'engagent)
- 1997 lancement de l'initiative GRI (CERES + PNUE)
- 2000 lancement du pacte mondial (ONU / entreprises)
- 2001 loi NRE (France); Livre vert sur la RSE (EU)
- 2002 déclaration de Johannesburg, suivie du processus de Marrakech (Nations Unies)
- 2003 guide AFNOR SD 21000
- 2004 lancement du projet de norme ISO 26000
- 2006 3eme version des référentiels GRI
- 2007 Grenelle de l'Environnement, suivie du comité opérationnel "entreprises et RSE"



Réunion du 11 septembre 2008

JOURNÉE de l'ÉCONOMIE AQUITAINE - BORDEAUX

4

Pour aider à construire les démarches et les valider, des normes et référentiels

Des normes, résultant des systèmes nationaux ou internationaux de normalisation

- ✓ Des normes portant sur une partie des objectifs de développement durable : qualité (ISO 9001), environnement (ISO 14001, EMAS)
- ✓ Dès 2003, un guide AFNOR pour expérimenter la mise en place de démarches RSE (SD 21000)
- ✓ Depuis 2005, travaux internationaux pour la reconnaissance de lignes directrices (ISO 26000)

Des référentiels résultant d'initiatives privées

- ✓ Le plus largement utilisé au plan international est le système GRI
- ✓ Mais ce n'est pas le seul référentiel disponible



Réunion du 11 septembre 2008

JOURNÉE de l'ÉCONOMIE AQUITAINE - BORDEAUX

5

La Global Reporting Initiative (GRI)

Le plus ancien et le plus diffusé des référentiels privés

- ✓ 1ère version d'indicateurs dès 1999; actuellement 3ème version, avec plusieurs niveaux pour décliner le référentiel et l'adapter aux besoins; comparaisons internationales possibles
- ✓ A l'origine nord-américain, développement actuel assez fort en Europe; encore peu diffusé en France, mais contacts actifs; enjeu important notamment pour les grandes entreprises

Une approche anglo-saxonne

- ✓ Gouvernance (grandes entreprises et cabinets consultants); cadre de reporting s'apparentant à la comptabilité financière; transparence des relations ente acteurs, mais approche stratégique des enjeux collectifs peu valorisée.
- ✓ Pour les européens, l'opportunité d'un référentiel éprouvé et souple, le risque d'une approche trop focalisée sur les indicateurs



Réunion du 11 septembre 2008

JOURNÉE de l'ÉCONOMIE AQUITAINE - BORDEAUX

6

L'Europe attentive à ces développements, mais encore peu motrice

- ✓ Une priorité de Lisbonne (2000)
- ✓ 2001 : Livre vert sur la RSE
- ✓ Des divergences importantes entre acteurs (entreprises, syndicats, ONG, ...)
- ✓ L'orientation actuelle : favoriser la diffusion de bonnes pratiques
- ✓ Peu de pays européens ont mis en place des incitations par voie juridique ou réglementaire

Les travaux sont plus actifs au niveau mondial (Nations Unies, OIT, OCDE, ...) qu'au niveau européen.



Ministère
de l'Économie, de l'Énergie,
de l'Industrie et de l'Équipement
et de l'Handicap

Réunion du 11 septembre 2008

JOURNÉE de l'ÉCONOMIE AQUITAINE - BORDEAUX

7

En France, un action de l'Etat en appui au principe de volontariat et de responsabilité des entreprises

La loi NRE (2001)

- ✓ Une obligation de rapport annuel social et environnemental pour les entreprises cotées en Bourse de Paris (650); avec une grande souplesse sur le contenu
- ✓ Une pratique maintenant bien acceptée, mais d'impact limité

Le Grenelle de l'Environnement (2007-2008)

- ✓ Le thème de la diffusion de la RSE a été identifié parmi les priorités, d'où la mise en place d'un Comité opérationnel, associant entreprises, associations, salariés, collectivités, Etat
- ✓ Des propositions remises en mars 2008; une première prise en compte de ces propositions dans le projet de loi qui sera débattu par le Parlement en octobre



Ministère
de l'Économie, de l'Énergie,
de l'Industrie et de l'Équipement
et de l'Handicap

Réunion du 11 septembre 2008

JOURNÉE de l'ÉCONOMIE AQUITAINE - BORDEAUX

8

Grenelle de l'Environnement et RSE : les propositions du Comité opérationnel

Principaux axes des propositions

- ✓ Promouvoir la RSE et faire connaître (plate-forme d'information);
- ✓ Travailler sur la responsabilité des sociétés-mères au niveau européen
- ✓ Élargir le champ d'application de la loi NRE (hors PME)
- ✓ Améliorer la reconnaissance des démarches RSE pour les PME (consolider les labels, adapter les référentiels, ...)
- ✓ Adapter la participation des représentants des salariés
- ✓ Favoriser la reconnaissance de "l'investissement socialement responsable"

Des débats soutenus, des propositions résultant de la recherche de consensus entre acteurs

Dans le projet de loi, des orientations ouvertes



Réunion du 11 septembre 2008

JOURNÉE de l'ÉCONOMIE AQUITAINE - BORDEAUX

9

RSE : des enjeux et des initiatives à tous les niveaux !

Au niveau mondial, cabinets d'audits et assureurs soulignent la place croissante de la gestion du risque environnemental dans la sphère économique

- ✓ Une étude 2008 de l'Economist Intelligence Unit, 320 dirigeants interrogés (toutes parties du monde, divers secteurs d'activité)
- ✓ Un tiers des entreprises seulement pense bien gérer ses risques
- ✓ Intégrer le risque environnemental au cœur des métiers, composante-clé du positionnement stratégique (travail amont et global, identifier les responsabilités, indicateurs, capitaliser sur les expériences internes)

En France, une initiative volontaire de la branche d'activité "propreté"

- ✓ Dès 2007, un travail pragmatique pour identifier des actions et indicateurs adaptés au domaine d'activité
- ✓ Orienté vers les PME, un programme de "formation-action" en cours de lancement



Réunion du 11 septembre 2008

JOURNÉE de l'ÉCONOMIE AQUITAINE - BORDEAUX

10

Des axes de travail pour favoriser le développement de la RSE

- ✓ **Référentiels** bien adaptés (secteurs d'activité, types d'entreprises)
- ✓ Validation des démarches par des **signes reconnus** (certifications, labels, ...), qu'ils soient publics ou privés
- ✓ Possibilité d'**information fiable du consommateur final** (étiquetage, traçabilité, ...), pour permettre la prise en compte de la demande sociale par la sphère économique
- ✓ Démarches RSE intégrées dans la stratégie globale de l'entreprise, avec les 3 composantes (environnemental, social, économique) ; impact sur l'**organisation interne** et mobilisation des outils de la **formation continue**
- ✓ Implication de l'**Etat "acteur économique"** (choix d'investissement, achats publics, ...)
- ✓ Formation de professionnels sur de **nouvelles fonctions** (audits, notation, ...)
- ✓ ...

... Vers un nouveau modèle économique ?

